

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 1 août 2025

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 23 juillet 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société Carrières de Saint Laon

4 rue du Souvenir
86120 Roiffé

Référence : 2025 959 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007201746

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 juillet 2025 dans la carrière exploitée par la société Carrières de Saint Laon implantée au lieu-dit « Les Apentais » 86200 Saint-Laon. L'inspection a été annoncée le 26 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Carrières de Saint Laon
- Lieu-dit « Les Apentais » 86200 Saint-Laon
- Code AIOT : 0007201746
- Régime : Autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée. »

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Mesures paysagères et environnementales | Arrêté préfectoral du 17 avril 2024, article 2 | Demande d'action corrective | 9 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|------------------------|---|
| 2 | Garanties financières | Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 1.9 |
| 3 | Registres et plans | Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 2.2.1 |
| 4 | Techniques de décapage | Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 2.7 |
| 5 | Eaux souterraines | Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 3.2.6 |
| 6 | Bruit | Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 3.4.1 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des mesures ont été prises par l'exploitant pour satisfaire à la mise en demeure du 17 avril 2024. Une haie paysagère a été plantée en limite parcellaire le long de la VC1 et du CR40.

Une zone a été excavée dans l'optique de remplir le rôle de mare permanente à proximité de la zone boisée en limite sud-est du site. Néanmoins, au vu de la configuration actuelle, il apparaît peu probable que la mare telle que créée puisse atteindre un niveau fonctionnel satisfaisant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 avril 2024, article 2 |
| Thème(s) : Mesures paysagères et environnementales |
| Prescription contrôlée : « L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai n'excédant pas 9 mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• mettre en place une mare permanente sur la bande de 10 m en bordure sud-ouest du bois conformément à l'article 2.7.2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2015 susvisé ;• planter une haie paysagère en limite parcellaire au long du VC1 et du CR40 sur la bande de 10 m non exploitée conformément à l'article 2.7.2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2015 susvisé. » |
| Constats : L'inspection constate la présence de jeunes plants d'essences variées constituant une haie en limite parcellaire le long de la VC1 et du CR40, répartis sur 2 rangées espacées d'au moins 1 m, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17/12/2015. Une zone de protection de la haie plantée le long du chemin rural a été mise en place et se caractérise par la présence de filets et de rubalise, de manière à dissuader l'approche du gibier. Concernant le maintien d'une mare permanente, prévu à l'article 2.7.2 de l'arrêté susvisé, l'exploitant a établi une convention avec le propriétaire du bois situé en limite sud-est du site (parcelle ZI 77). Ainsi, l'emplacement de la mare est légèrement décalé par rapport au plan de l'annexe 4 de l'arrêté d'autorisation. Le jour de l'inspection, il est constaté la présence d'une zone excavée, d'une profondeur moyenne de 1 m, au fond de laquelle, ainsi que sur ses parements très abrupts, une couche d'argile a été ajoutée. L'excavation ainsi créée ne peut en l'état retenir l'eau car l'argile utilisée est insuffisamment dense. En outre, les parois abruptes de l'ouvrage empêchent le maintien de la couche d'argile et l'excavation est trop profonde, atteignant jusqu'à 1,50 m. En tout état de cause, la mare telle que créée ne peut pas être fonctionnelle. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La mare ainsi créée doit être reprise. À cet effet, l'exploitant est invité à prendre attache d'un écologue en vue de définir puis valider la conception de la mare afin que celle-ci atteigne un niveau satisfaisant de services écologiques. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 9 mois |

N° 2 : Conduite de l'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 1.9 |
| Thème(s) : Garanties financières |
| Prescription contrôlée : « [...] L'exploitation de la phase n+2 ne peut débuter que lorsque la remise en état de la phase n est terminée. L'exploitant notifie chaque remise en état au préfet. L'obligation de constitution des garanties financières ne sera levée par le préfet qu'à la suite de la constatation de la conformité de la remise en état de la carrières aux dispositions des articles 4.1 et 4.2 du présent arrêté. » |
| Constats : L'exploitation actuelle correspond à la phase 2 en cours d'achèvement. Les travaux de découverte des terres non-exploitable de la phase 3 ont été entamés par anticipation. La remise en état de la phase 1 au Nord est achevée, le stock de terres végétales destinées au remblaiement de la phase 2 est entreposé en limite sud de la zone remise en état. L'acte de constitution des garanties financières en vigueur correspond à la période du 17 décembre 2020 au 16 décembre 2025. Le plan de phasage est respecté, il n'y a pas lieu d'actualiser le montant des garanties financières. En revanche, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le document établissant le renouvellement des garanties financières 3 mois avant son terme, soit avant le 16 septembre 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Conduite de l'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 2.2.1 |
| Thème(s) : Registres et plans |
| Prescription contrôlée : « Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ; [...] Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] » |
| Constats : Le plan topographique d'exploitation transmis, dans sa version du 31 janvier 2025, est conforme aux dispositions prévues par l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. La cote minimale du fond de carrière, fixée à 53 m NGF, est respectée en tous points. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Conduite de l'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 2.71 |
| Thème(s) : Techniques de décapage |
| Prescription contrôlée : <i>« Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Aucun décapage n'est effectué entre les mois de mars et d'octobre inclus. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales aux stériles. La terre végétale et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. Les terres de découverte sont stockées en merlon de faible hauteur (3 m) autour des zones en cours d'extraction et sur la bande non exploitée de 10 m en périphérie de l'autorisation. Ces merlons de terre sont végétalisés par un semi de légumineuse. Les merlons sont entretenus : suppression des chardons et des plantes invasives et rabattement des ronciers trop importants. »</i> |
| Constats : L'inspection constate le jour de la visite que l'entretien des merlons qui ceignent le périmètre du site a été effectué par des travaux de fauche récents. Les stériles et terres de découvertes, qui ne peuvent plus être mis en merlons, sont stockés séparément. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Pollution de l'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 3.2.6 |
| Thème(s) : Eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : <i>« I – Afin d'assurer le suivi piézométrique et qualitatif de la nappe du Dogger, il est créé, en plus du PZ1 existant, 2 nouveaux piézomètres PZ2 et PZ3, conformément à l'annexe 5 ; [...] III – Le suivi piézométrique En période de moyennes eaux et de basses eaux, une mesure piézométrique est effectuée tous les 15 jours dans chaque piézomètre. En période de hautes eaux ou lorsque le niveau piézométrique est supérieur dans le PZ1 à la cote +50 mNGF, une mesure par semaine est effectuée, dans chaque piézomètre. L'ensemble de ces mesures est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. III – Le suivi qualitatif Compte-tenu de l'impact potentiel sur la nappe du Dogger lié au réaménagement de la carrières par l'apport de déchets inertes extérieurs, un suivi de la qualité des eaux souterraines est effectué 1 fois par an dans les 3 piézomètres. Les paramètres suivants sont contrôlés : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, métaux lourds, DCO ou COT, hydrocarbures totaux. [...] »</i> |
| Constats : Une chronique hebdomadaire des cotes piézométriques est tenue à jour par l'exploitant pour chacun des trois piézomètres présents sur ou à proximité du site, tout au long de l'année et quel que soit le niveau de la nappe. Pour l'année 2025, la nappe se situe entre 55,7 m NGF (janvier) et 52,7 m NGF (juillet). Conformément aux dispositions de surveillance prévues à l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'extraction se tient sur le carreau supérieur dès lors que la cote piézométrique atteint la cote de +52,5 m NGF. Concernant le suivi qualitatif, les dernières analyses transmises datent d'octobre 2019, octobre 2022, octobre 2023 et février 2025. Pour ce dernier rapport d'analyse, l'exploitant admet un retard dans la réalisation du prélèvement qui aurait dû être programmé en 2024. Un autre prélèvement devra être effectué dans le courant de l'année 2025. |

| |
|---|
| Les résultats ne montrent pas de dérive ou de dépassement significatif. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser de nouvelles mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines dans le courant de l'année 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Bruit

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 décembre 2015, article 3.4.1 |
| Thème(s) : Bruit |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Un contrôle des niveaux sonores est effectué au plus tard un an après la notification du présent arrêté, puis périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées. En tout état de cause :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un contrôle est effectué en LP2 et ZER2 pour chacune des phases 1a et 6b ; • un contrôle est effectué en LP1 et ZER1 pour chacune des phases 3 et 4. <p>Cependant, tant que la maison au lieu-dit « les Terriers » est inhabitée, aucun contrôle n'est à prévoir en ZER2 »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores date de 2017.</p> <p>Le prochain contrôle sera effectué en LP1 et ZER 1 au cours de la phase 3.</p> <p>À noter que la maison située au lieu-dit « les Terriers » à proximité du passage à niveau a été rachetée par l'exploitant et demeure inhabitée. En l'état, il ne sera pas nécessaire d'effectuer une mesure en ZER2 au cours de la phase 6b.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |